

**COMMISSION CONSULTATIVE POUR LA COHESION
SOCIALE ET L'INTEGRATION**

CoCoSI

PROCES-VERBAL N° 4 – 2021 / 2026

Séance du mardi 31 janvier 2023

à 18h30 à la Maison de Quartier Jaman 8, Clarens

Salles 22 et 23

ORDRE DU JOUR

Objet
1. Adoption du PV de la séance du 8 novembre 2022
2. Association Rainbow Spot - Demande de soutien
3. ABRAC - Information sur les activités de l'ABRAC
4. Association de la Fête Multiculturelle à Vevey - Rassembler 45 communautés « étrangères » de la Riviera et organisation de 18 spectacles musicaux et de danse multiculturels – demande de soutien
5. Divers et propositions - Suite du Projet Diaspora TV Switzerland - Liste éventuelle des cas de non-recours à l'aide sociale
6. Calendrier 2023 - Prochaines séances

Participant-e-s :

- Mme Jacqueline Pellet, présidente **(JPe)**
- M. Simon Smith, membre de droit, chef de service SFJ **(SS)**
- M. Karim Boukhaf, membre de droit, répondant communal en matière d'intégration et de lutte contre le racisme **(KBO)**
- Mme Martine Berhili, Décroissance Alternative et citoyenne de Montreux **(MB)**
- Mme Ann Fasnacht, représentante des milieux associatifs **(AF)**
- Mme Anne Saito, Conseillère communale, Les Verts **(AS)**
- Mme Anne-Claude Renard, représentante des aînés (55+) **(ACR)**
- M. Julien Parisod, représentant du travail social de proximité **(JP)**
- M. Mathias Ekah, conseil de la diaspora africaine de Suisse (CDAS), représentant la communauté africaine **(ME)**
- M. Ganes Thiyagaraja, représentant la communauté tamoule **(GT)**
- Mme Susanne Lauber Fürst, Conseillère communale, Montreux Libre **(SLF)**
- Mme Célia Elison, conseillère sociales écoles-familles, représente les écoles de Montreux **(CE)** en alternance avec Mme Sandrine Monis Casasola **(SMC)**
- Mme Jeanne Montlouis Roulin, représentante la communauté antillaise **(JMR)**

Excusé-e-s :

- Mme Sandrine Monis Casasola, conseillère sociales écoles-familles, représente les écoles de Montreux **(SMC)** en alternance avec Mme Célia Elison **(CE)**
- Mme Danielle Grangier, représentante du milieu de la culture **(DG)**
- Mme Sarah Laroche-Neji, responsable de la région de la Riviera dans le domaine de l'intégration au Bureau Cantonal pour l'Intégration des étrangers et la prévention du racisme (BCI) **(SLN)**
- Mme Lynn Dardenne, présidente de l'Association des intérêts de Territet, représentant des associations de villages **(LD)**
- M. François Cardinaux, Conseiller communal, PLR Les Libéraux - Radicaux **(FC)**
- M. Alioune Diop, représentant la communauté sénégalaise **(AD)**
- Mme Irina Gote, représentante des milieux socio-éducatifs **(IG)**
- M. Eric Blazquez, Conseiller communal, Union Démocratique du Centre **(EB)**

Diverses abréviations utilisées dans ce procès-verbal :

BCI	: Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme
MQJ8	: Maison de Quartier Jaman 8
SFJ	: Social, familles et jeunesse
MNA	: Mineur non accompagné
CSR	: Centre Social Régional
TSHM	: travail social hors murs
CCCI	: Chambre cantonale consultative des immigrés
SACR	: Semaine d'actions contre le racisme

Objet Traitement / suivi	Responsable
<p>1. Adoption du PV de la séance du 8 novembre 2022</p> <p>La Présidente relève la présence d'un auditeur ce soir. Mme Pellet annonce les démissions de Mme Marie-Solène Adamou-Moussa, Conseillère communale, parti socialiste. Son parti sera sollicité pour son remplacement ; M. Cherif Nacer Chérif, représentant le centre culturel musulman montreusien, a quitté Montreux et Mme Kristin Bise, membre de droit, secrétaire municipale adjointe qui s'occupait des procédures à la naturalisation a pris sa retraite. Une proposition conjointe à la Municipalité sera effectuée. Toutes propositions sont les bienvenues pour les deux dernières places disponibles.</p> <p>Le procès-verbal est validé. Les personnes excusées sont annoncées.</p>	JPe
<p>2. Association Rainbow Spot <i>Projet</i></p> <p>Cette association soutient les personnes migrantes LGBTIQ+ dans le canton de Vaud. Elle demande un soutien de la part de la Commune pour mettre en place un processus d'accompagnement de personnes au plan social, juridique et administratif. Le BCI soutient également cette association. La Présidente propose d'octroyer un soutien de CHF 500.- à cette permanence qui a lieu à Lausanne.</p> <p>Mme Lauber Fürst est en faveur d'un soutien, mais propose de vérifier régulièrement si cette association fait correctement son travail.</p> <p>La Présidente annonce que dans le cadre des soutiens qui son effectués par le service SFJ, ceux-ci sont octroyés pour autant que l'association transmette un rapport et ses comptes annuels.</p> <p>Il serait judicieux de leur demander un retour dans un but de vision de méthode, pour savoir si des personnes de la région fréquentent cette permanence. Il est toujours intéressant de voir comment les publics se déplacent en fonction des demandes ou des besoins d'aide.</p> <p>La Présidente approuve et un courrier leur sera expédié leur demandant de répertorier les personnes de notre région. Cela permettra d'avoir une photographie de la situation. Le vote est à l'unanimité. Un soutien de CHF 500,-- leur sera donc versé avec ces cautèles.</p>	<p>JPe</p> <p>SLF</p> <p>JPe</p> <p>KBo</p> <p>JPe</p>
<p>3. ABRAC <i>Informations sur les activités de l'ABRAC</i></p> <p>L'association des bénévoles auprès des réfugiés à Clarens et environs (ABRAC) a été créée en 2015 pour soutenir les requérants d'asile hébergés dans l'abri de la protection civile à Clarens. Actuellement l'association continue ses cours de français tous les mardis et jeudis matin. Quelques personnes ukrainiennes ont intégré ces cours. Le nombre de bénévoles augmente et les intervenants continuent à donner un cours d'une heure l'après-midi pour aider l'association Help Ukraine Montreux. Dans le cadre du foyer de l'EVAM, des cours autour de la cuisine sont organisés. Par rapport à l'abri PC, la situation n'est encore pas très claire. Le premier vendredi 13 janvier 2023, les bénévoles ont organisé des cours dans une salle à la MQJ8 avec 30 participants. La semaine suivante personne n'est venu aux cours. Les intervenants sont allés à l'abri PC pour faire connaître leurs cours car l'association ne comprend pas le fait que les requérants ne soient pas venus. Des mineurs non accompagnés (MNA) ont introduit les groupes pour les cours au français des jeudis et vendredis. L'association souhaiterait organiser de l'aide aux devoirs pour les MNA s'ils trouvent les bénévoles. Des dames ukrainiennes viennent aux cours le vendredi après-midi et la dernière fois, un groupe d'Afghans est venu. La situation est différente par rapport à 2015.</p> <p>La Présidente apporte des informations concernant la Cellule Accueil mise en place par la Commune à laquelle Mme Renard participe. Au départ de la guerre en Ukraine, cette cellule fut nommée « Cellule d'accueil Ukraine ». Par la suite elle a été rebaptisée « Cellule Accueil » puisqu'il ne s'agit plus que de réfugié-e-s ukrainiens-niennes mais de tous les réfugié-e-s accueillis à l'hôpital et dans la Commune. L'EVAM a réquisitionné l'abri PC pour 70 personnes de toutes nationalités. L'ABRAC s'est réactivée et a mis sur pied ces cours de français. Actuellement, le foyer de l'hôpital à Montreux réunit des familles avec des enfants, majoritairement ukrainiennes et à l'abri PC ce sont 70 personnes de toutes nationalités.</p>	<p>AR</p> <p>JPe</p>

<p>Les personnes logeant à l'abri PC doivent quitter l'abri à 9h00. Un foyer de jour a été ouvert dans une partie de l'hôpital. Pour ce qui est des MNA, le foyer de Chamby existe toujours. A la rue des Vergers 2 à Clarens, une maison a été louée par l'EVAM avec des MNA ainsi qu'un appartement à Gambetta 27 (aussi à Clarens) pour leur apprendre une autonomie. L'aspect de la scolarisation est extrêmement tendu avec l'augmentation du nombre d'élèves ukrainiens. Pour les plus grands, des solutions ont été trouvées avec les autres communes de la région. Pour les petits, les classes sont débordées. Les directions des écoles ont demandé au Canton de pouvoir ouvrir un collège de premier accueil. L'unique possibilité a été celle du collège des Avants. Les enfants sont accompagnés chaque jour par du personnel communal. Les cours se déroulent uniquement le matin et ensuite les enfants rentrent manger au foyer ou à la maison.</p>	<p>JPe</p>
<p>4. Association de la Fête Multiculturelle Projet : rassembler 45 communautés « étrangères » de la Riviera et 18 spectacles musicaux et de danse multiculturels</p> <p>L'an passée la CoCoSI a décidé de soutenir la Fête Multiculturelle de Vevey qui est bien implantée. Ses activités sont reconnues sur toute la Riviera. La CoCoSI avait accepté un soutien de CHF 1'000,--. L'association demande un soutien de CHF 2'500.-. La Présidente propose la somme de CHF 1'500.- pour cette année. La discussion est ouverte.</p> <p>M. Boukhaf s'exprime sur la notion de multiculturalité. Cette notion fait référence à l'intégration et à notre Commission. Comme relevé par la Présidente, elle rayonne depuis pas mal d'années maintenant et attire du monde de toute la région. D'ailleurs, certains membres ont participé à cette fête l'année passée.</p> <p>M. Smith soulève le point cité l'année passée par M. Cardinaux sur le fait qu'elle ne se déroule pas sur la Commune. Certes, ce n'est pas sur le territoire montreusien mais elle implique des montreusiens-iennes et la Commune ne propose pas de manifestation comparable en ce moment.</p> <p>La Présidente fait prendre position par la Commission. Le vote est à l'unanimité pour un soutien de CHF 1'500.--. A la demande de M. Ekah, un budget plus détaillé leur sera demandé.</p>	<p>JPe</p> <p>KBo</p> <p>SS</p> <p>JPe ME</p>
<p>5. Divers et propositions individuelles</p> <p>Lors de la dernière séance, la Commission avait accepté de verser un soutien de CHF 500.- à Diaspora TV Switzerland pour autant qu'ils fournissent un certain nombre de documents. Ceci n'étant pas encore le cas, la somme n'a pas été versée.</p> <p>Mme Berhili a déposé la liste des besoins et remarques par rapport aux personnes ne faisant pas appel à l'aide sociale. Le document se trouve dans chaque dossier. La Présidente remercie Mme Berhili pour cette liste complète et ces suggestions. C'est une bonne aide pour pouvoir répondre au postulat qui a été déposé au Conseil communal puisque c'est de la compétence des services et de la Municipalité de répondre au postulat. Si les membres désirent compléter ces éléments, il ne faut pas hésiter à en faire part au secrétariat de la CoCoSI.</p> <p>Toutes les idées sont récoltées de plusieurs personnes, des ayants-droits, des politiciens-ciennes ou des personnes travaillant dans le social.</p> <p>Un article a été publié dans le 24h de la semaine précédente à propos de la mise en place d'un guichet unique pour les prestations sociales dans l'ouest lausannois. Cet objet est à l'ordre du jour de la prochaine séance de l'ARAS Riviera.</p> <p>Dans ce cercle, il ne faut pas oublier des échos extrêmement positifs au sujet des prestations des services communaux. Mme Lauber Fürst pense que laisser passer un document comme ça peut se faire au détriment de la réputation des services concernés. Les usagers des services sociaux communaux sont pour la plupart satisfaits et reconnaissants des prestations et soutiens fournis.</p> <p>Les prestations sociales dans leur ensemble ne sont pas administrées par la Commune. Il s'agit de prestations gérées sur le plan régional.</p> <p>M. Parisod relève que son travail inclut un accompagnement individualisé des jeunes en rupture. C'est également une volonté du CSR de lutter contre ce non-recours et de mettre en place un projet basé sur des TSHM. Cela lui semble en adéquation avec la problématique.</p>	<p>JPe</p> <p>JPe</p> <p>MB</p> <p>JPe</p> <p>SLF</p> <p>JPe</p> <p>JP</p>

<p>M. Ekah, étant élu à la CCCI, donne un premier retour sur la séance du 19 janvier 2023. Mme Isabelle Moret y a participé et un groupe de thématique a été mis en place pour préparer les Assises de l'intégration qui auront lieu en automne. Le thème des Assises est « La vieillesse ». Une génération d'immigrés sont venus dans les années 90 et sont confrontés à des problèmes à l'âge de la retraite car ils n'ont pas assez cotisé. M. Ekah assurera le suivi auprès de la CoCoSI.</p>	ME
<p>La Présidente profite de cette occasion pour parler en avant-première du postulat de M. Ekah qui sera déposé au prochain Conseil communal. Ce postulat est relatif à la citoyenneté et au vote des migrants et des étrangers. Il n'a pas été encore déposé. Ensuite une commission du Conseil communal se réunira pour se prononcer sur la prise en compte de ce postulat. Le Conseil votera ensuite.</p>	JPe
<p>M. Boukhaf aborde la semaine d'actions contre le racisme (SACR). Historiquement c'est un événement qui est préparé conjointement avec la ville de Vevey. La déléguée à l'intégration veveysanne dépose le projet au Canton. Une collaboration inter-communale s'est mise autour de ce projet. Il a appris récemment que la déléguée à l'intégration de Vevey quittait son poste. Il ne sait de pas de quoi demain sera fait. En l'état, il n'y a pas de certitude que la SACR se fasse en 2023. Un petit budget est à disposition au niveau du service. M. Boukhaf invite les membres de la Commission qui souhaitent proposer un événement autour de cette journée du 21 mars 2023 qui est la journée mondiale contre les discriminations. Il s'agirait de construire ensemble. La Fête des Voisins aura lieu normalement le vendredi 2 juin 2023. Ils attendent la confirmation de Paris. Cela prend de l'ampleur d'année en année. C'est un projet qui est porteur, rassembleur et développe des réseaux primaires. Les membres seront tenus au courant par mail de la suite.</p>	KBO
<p>Mme Saito est très préoccupée par la situation des personnes qui sont déboutées de longue date. Ce sujet a été discuté lors de la dernière séance. La Présidente propose que pour toutes suggestions à déposer au Canton, Mme Laroche-Neji est la personne la plus adéquate et pourra relayer cette préoccupation à la CCCI. M. Ekah informe que cela a été discuté à la CCCI et Mme Saito peut sans autre envoyer sa requête.</p>	AS
<p>6. Calendrier 2023</p> <p>Les prochaines séances sont agendées au :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mercredi 19 avril 2023 à 18h30 à la salle VIP 1^{er} étage, Omnisport du Pierrier à Clarens. - Mardi 13 juin 2023 à Jaman 8. - Mercredi 20 septembre 2023 à Jaman 8. - Mardi 5 décembre 2023 à 18h30 à Jaman 8. 	

Annexes (par courriel) :

- Demande de soutien de l'Association Rainbow Spot
- Demande de soutien de l'Association de la Fête Multiculturelle à Vevey
- Document de Mme Martine Berhili

La séance est levée à 19h15.

c/o Direction des affaires sociales, familles et
jeunesse
Commission consultative pour la cohésion
sociale et l'intégration
Avenue des Alpes 22 - CP 2000
1820 Montreux

Lausanne, le 5 décembre 2022

Demande de soutien

Bonjour,

L'Association Rainbow Spot soutient les personnes migrantes LGBTIQ+ dans le canton de Vaud. Par sa permanence téléphonique et des entretiens individuels sur rendez-vous, Rainbow Spot informe et accompagne les personnes au plan social, juridique et administratif (permis de séjour, procédure d'asile, accès à la santé, assurance-maladie, droit civil et droit de la famille, situations de discriminations et de violences). L'association met aussi en lien les personnes paires entre elles, et offre des espaces collectifs « safe » d'échanges et de rencontres. Elle travaille en réseau avec les associations et institutions du canton dans les domaines du social, de la santé et de la migration, et propose également des sensibilisations et des formations.

Nous avons le plaisir de vous transmettre notre rapport d'activités 2021. Celui-ci confirme, comme les années précédentes, le besoin avéré d'un espace d'information et de soutien aux personnes migrantes LGBTIQ+ ainsi qu'une augmentation constante des sollicitations de la permanence par les personnes concernées. Nous constatons aussi le renforcement des collaborations avec les réseaux de partenaires du social, de la santé et de la migration au sein du canton, Rainbow Spot étant désormais un acteur reconnu par les professionnel.le.s. Aussi, l'association est de plus en plus sollicitée pour des formations et des sensibilisations auprès de ces réseaux, et elle a également mis sur pied des collaborations avec des hautes écoles. Enfin, de nouveaux projets ont vu le jour, en particulier un projet de recherche-action en cours, qui permettra à Rainbow Spot de renforcer les connaissances sur les enjeux liés à l'asile et la migration pour les personnes LGBTIQ+.

Sur le plan financier, notre association a obtenu un second soutien du Bureau cantonal de l'intégration des étrangers et de prévention du racisme (BCI) au cours du second semestre de l'année 2021. Elle a par ailleurs bénéficié d'un soutien privé de la fondation Harlet Snug pour le projet de recherche-action. Aucun de ces fonds, ainsi que ceux obtenus pour 2022, ne sont pas pérennes ; Rainbow Spot fait donc toujours face à un grand besoin de soutien financier pour pouvoir continuer de développer et assurer ses activités.

C'est dans ce but que nous nous permettons de nous tourner vers vous afin de solliciter auprès de votre commune un soutien financier à nos projets avec la volonté de vous associer à nos actions et à son impact dans le canton de Vaud. Une participation de votre commune, aussi modeste soit-elle, serait déjà une importante impulsion pour nos activités.

En plus du rapport d'activité 2021, nous vous laissons également découvrir en annexe notre budget global 2022.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre demande, nous vous prions d'agréer l'expression de nos salutations distinguées.

Annexes ment.

Emilie Bovey
Membre du Comité



aux questions touchant les personnes réfugiées et migrantes. Des projets sont en cours pour travailler cette visibilité (articles, diffusion dans la Newsletter, etc.).

ACTIVITES COLLECTIVES

La situation sanitaire n'a pas permis de développer l'axe collectif autant que l'association l'aurait souhaité. Toutefois, elle s'est efforcée de réaliser des moments informels d'échanges, de rencontres, de détente, entre les personnes du collectif ou ayant fait appel à la permanence.

Rainbow Spot a également participé en juin 2021 à l'évènement organisé par le BLI pour ses cinquante ans. Elle y a tenu un stand de présentation de son travail et de diffusion de sa documentation, auquel ont participé des personnes du collectif de l'association.

En septembre 2021, Rainbow Spot a participé, en partenariat avec Asile LGBTIQ+ Genève, à la Marche des fiertés LGBTIQ+ à Genève. Un groupe d'une vingtaine de personnes migrantes de Lausanne a travaillé à la préparation des actions de visibilité des questions d'asile et de migration LGBTIQ+, des persécutions dans le monde et des discriminations persistantes en Suisse. Les personnes ont activement participé à la manifestation ainsi qu'au stand d'information tenu conjointement avec Asile LGBTIQ+. Pour beaucoup de personnes, cet évènement a été l'occasion forte et émouvante de pouvoir agir pour la première fois dans l'espace public et revendiquer leurs droits LGBTIQ+.

En fin d'année 2021, Rainbow Spot a entamé une nouvelle coopération très enthousiasmante avec l'Espace St-Martin, au Flon, à Lausanne. Rainbow Spot y est accueillie pour son nouveau projet de soirées régulières - le Rainbow Bar - soirées qui auraient dû commencer en octobre 2021, mais qui ont été reportées au printemps 2022 au vu de la situation sanitaire.

RECHERCHE-ACTION

En juillet 2021, grâce au « coup d'épaule » de la Fondation Harlet Snug, Rainbow Spot a démarré le projet de recherche-action *Migrations LGBTIQ+*:



des outils pour construire l'autodétermination. Ce projet, qui se déroule sur quinze mois et concerne le canton de Vaud, vise à documenter le traitement et les situations de personnes migrantes LGBTIQ+ dans le système d'asile/migration.

La recherche souhaite mettre au centre de la réflexion le processus d'autodétermination des personnes migrantes LGBTIQ+, et a pour but de fournir des outils à même de favoriser l'inclusion, l'accès aux soins et aux droits pour ces personnes. Le projet inclut des entretiens avec des personnes migrantes ainsi qu'avec des associations et des institutions concernées. Il est expertisé par des professionnel·le·x·s dans les domaines du droit, de la recherche en sciences sociales et de la santé. L'objectif global du projet est de pouvoir développer, sur la base des résultats de la recherche, des outils d'information à l'attention des personnes migrantes, ainsi que des supports de sensibilisation pour les associations et les institutions amenées à travailler auprès d'elles.

RAINBOW SPOT

RAPPORT D'ACTIVITES

2021

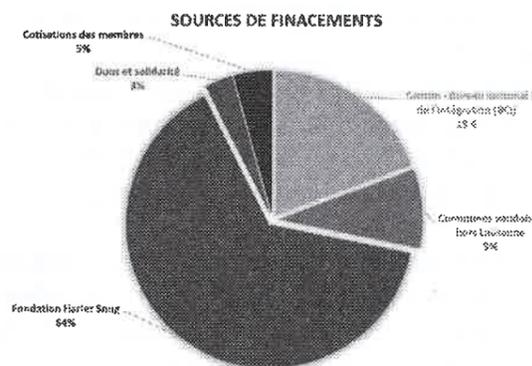
RAINBOW

L'ASSOCIATION

Dès sa phase de lancement en 2019, Rainbow Spot a fait le constat du besoin avéré dans le canton de Vaud d'un espace dédié aux personnes migrantes LGBTIQ+. Très vite l'association a observé que des demandes croissantes et de plus en plus diversifiées lui étaient adressées et que le réseau de partenaires répondait de manière très positive.

En 2020, ce constat a été confirmé et l'association s'est consolidée. En 2021, Rainbow Spot, a acquis une reconnaissance plus forte encore au sein du réseau associatif et institutionnel. Elle a poursuivi son action autour de ses trois axes d'intervention (sa permanence de soutien individuel, ses espaces collectifs d'échanges et son travail de sensibilisation et de formation), en plus d'un nouveau projet de recherche-action démarré en cours d'année.

Au fil de l'année 2021, Rainbow Spot a également renforcé son équipe sur le terrain, et de nouvelles personnes militantes sont venues en soutien à son travail, notamment pour effectuer la traduction des flyers et assurer l'interprétariat lors d'entretiens à la permanence. Nous les remercions vivement!



Au plan financier, l'association a pu bénéficier tout d'abord des cotisations des personnes membres qui ont été plus nombreuses à soutenir Rainbow Spot en 2021: merci à elles!

Rainbow Spot a aussi obtenu un subventionnement (pour la deuxième année consécutive) du Bureau cantonal de l'intégration et de prévention du racisme (BCI) (domaine protection contre les discriminations) pour le renforcement de sa permanence (juillet - décembre 2021). Depuis juillet 2021, Rainbow Spot bénéficie également de la donation attribuée par la Fondation Harlet Snug pour le projet de recherche-action (voir plus de détails en page 4).



PERMANENCE LGBTIQ+ ASILE - MIGRATION

PERMANENCE

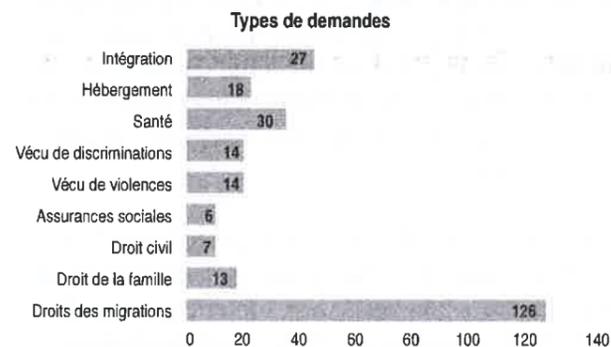
Rainbow Spot a poursuivi sa permanence hebdomadaire durant toute l'année 2021. Les tendances identifiées en 2020 se confirment: les demandes sont toujours en hausse et dans le même temps se diversifient. En 2021, la permanence a accueilli et suivi 76 personnes (dont 54 nouvelles situations) et effectué 785 démarches.

En plus des demandes liées aux procédures d'asile et aux permis de séjour, la recrudescence de demandes liées à la santé, aux violences et au droit de la famille constatée en 2020, s'est poursuivie. A cet égard, Rainbow Spot alerte sur les situations de personnes LGBTIQ+ migrantes en situation de séparation ou de dissolution de partenariat lorsqu'elles sont face à des violences au sein du couple. Les



risques pesant sur leur permis de séjour, la marginalisation accrue du fait d'être une minorité sexuelle et/ou de genre, et l'isolement de ces personnes, conduisent à des situations de graves expositions au plan de la santé.

D'autres demandes ont été plus présentes en 2021, telles que celles de personnes trans* migrantes et réfugiées pour être accompagnées dans leur transition au plan administratif ou auprès d'associations partenaires sur les aspects médicaux. Les sollicitations liées à des situations de discriminations LGBTIQ-phobes, et tout particulièrement dans le cadre de l'hébergement collectif de personnes requérantes d'asile et réfugiées, ont aussi été en augmentation. C'est une réalité qui préoccupe vivement Rainbow Spot, qui agit auprès de l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) et du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), afin de faire évoluer la politique d'hébergement des personnes LGBTIQ+ requérantes d'asile et réfugiées. Enfin, la permanence a démarré un travail de soutien «peer to peer», en favorisant la mise en lien de personnes concernées par des situations ou problématiques communes. Ce travail sera développé plus amplement en 2022.



RESEAU ET COLLABORATIONS

Rainbow Spot s'est inscrit dès le départ dans un réseau d'associations et d'institutions au sein desquelles elle fonctionne comme un chaînon manquant pour les personnes migrantes LGBTIQ+. Le renforcement rapide de ce réseau, déjà souligné en 2020, s'est encore intensifié en 2021.

Rainbow Spot agit en collaboration étroite et régulière pour sa permanence avec des professionnel-le-x-s dans:

- le domaine de l'asile, de la migration et du social (EVAM; Centre social pour l'intégration des réfugiés (CSIR), Service d'aide juridique aux exilé-e-s (SAJE), La Fraternité du Centre social protestant);

Démarches entreprises

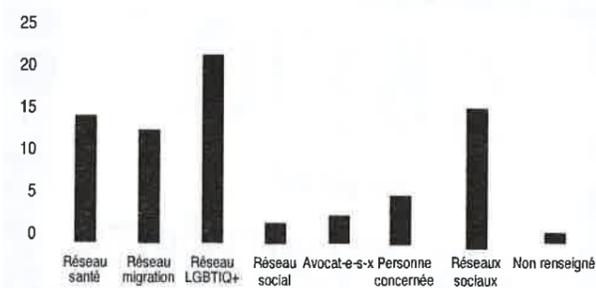
Information/conseil	153
Suivis	442
Avec les personnes concernées	227
Collaborations avec le réseau	215
Orientation réseau	15
Expertise/rédaction juridique	18
Recherche juridique/pays	32
Préparation audition	3
Ecoute/soutien social	24
Rédaction attestation	8
Prise de rendez-vous	90
Total des démarches entreprises	785

- le secteur de la santé (Consultation des maladies infectieuses (CMI) du CHUV, Unité Psy&Migrant du CHUV, Unité de soins aux migrants (Usmi) – Unisanté, Centre universitaire de médecine générale et santé publique - Unisanté, Association Appartenances, Checkpoint Vaud);
- avec le réseau d'associations LGBTIQ+ (VoGay, Transgender Network Switzerland (TGNS), Asile LGBTIQ+ Genève, Queer Amnesty, Fédération romande des associations LGBTIQ+, l'Interassociation vaudoise LGBTIQ+, entres autres entités avec lesquelles Rainbow Spot est amenée à coopérer pour sa permanence.

Les partenariats avec le réseau se sont aussi développés par diverses activités en dehors de la permanence. En 2021, Rainbow Spot a participé à plusieurs projets associatifs et institutionnels:

- Démarrage d'une collaboration avec l'Institut et Haute Ecole de la santé La Source: Rainbow Spot est membre du comité collégial d'un enseignement de bachelor en soins infirmiers, projet qui se poursuit en 2022.
- Participation aux échanges avec le Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) pour la mise en oeuvre du projet de refuge pour les jeunes LGBTIQ+ dans le canton de Vaud (suite au postulat « Un refuge pour sauver des vies », déposé au Grand Conseil vaudois en mai 2017).
- Publication d'un article sur l'association dans le livre *Lausanne, une ville, un monde - 50 incursions au fil de la diversité*, à l'occasion des 50 ans du Bureau lausannois pour les immigrés (BLI).
- Au niveau de la Romandie: en partenariat avec Asile LGBTIQ+ Genève, participation à l'enquête menée par l'Observatoire du droit d'asile

Provenance des demandes au sein du réseau vaudois



thématique sur la situations des personnes réfugiées LGBTIQ+ en Suisse romande (en cours encore en 2022).

- Au niveau suisse et européen: Rainbow Spot a participé à l'initiative de la Marche mondiale des femmes*, par son action et pétition en vue de la reconnaissance effective des motifs de fuite des femmes* et des personnes LGBTIQ+ réfugiées.

SENSIBILISATIONS ET PLAIDOYER

Rainbow Spot a poursuivi son travail de sensibilisation auprès des institutions du canton de Vaud concernées par son action, dans les limites imposées par la situation sanitaire. L'équipe de l'association a ainsi effectué de nouvelles présentations et sensibilisations:

- Intervention au groupe ressources de l'unité Psy&Migrant du CHUV

- Présentation à l'équipe du répondant à l'Intégration de Payerne
- Présentation et échanges avec l'Unité de soins aux migrants (Usmi) (Unisanté)
- Intervention au colloque du Centre social d'intégration des réfugiés (CSIR)
- Rencontre avec des professionnel-le-x-s de La Fraternité du CSP-Vaud

Rainbow Spot a également poursuivi son travail régulier de plaider auprès du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), en coopération avec Asile LGBTIQ+ Genève, TGNS et Queer Amnesty. Lors de ces séances, Rainbow Spot a pu amener son expertise tirée de sa permanence, sur des questions aussi cruciales que les discriminations vécues par des personnes LGBTIQ+, les problèmes en particulier liés à l'hébergement dans les Centres fédéraux pour requérants d'asile (CFA), au respect de l'identité de genre par les différents acteurs de la procédure, de l'assistance ou de la sécurité, l'accès à des soins adéquats et inclusifs, ainsi que la formation des auditeur-e-x-s et des interprètes aux questions LGBTIQ+.

Toujours en partenariat avec Asile LGBTIQ+ Genève, TGNS et Queer Amnesty, Rainbow Spot a également participé à des échanges avec la coprésidente de l'Organisation suisse des Lesbienne (LOS) et de Pink Cross, afin de présenter le travail et les besoins de l'association, et en vue d'une meilleure visibilité et sensibilisation du milieu LGBTIQ+.



ASSOCIATION RAINBOW SPOT

BUDGET GLOBAL 2022

DEPENSES		REMARQUES
CHARGES DE PERSONNEL		
EPT	1.5	
Salaire(s) et charges salariales parts employé + employeur		180 000.00 Salaire horaire brut: 50 CHF
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL		180 000.00
FRAIS DE FONCTIONNEMENT		
Loyer		20 000.00
Mobilier		3 000.00 Fonds propres (dons en nature)
Charges accessoires		3 000.00
Matériel informatique		2 500.00 (Fonds propres)
Matériel de bureau		1 500.00
Frais de déplacement		3 000.00
Interprétariat		2 000.00 Fonds propres bénévolat)
Fond de soutien		2 000.00
Recherche action		48 000.00
TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT		85 000.00
COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES		
Impression affiches et flyers		1 500.00
Conception et graphisme		2 000.00 Fonds propres (dons en nature)
Traductions		500.00
Informatique (serveurs, site, gestion)		1 000.00
TOTAL COMMUNICATION		5 000.00
		Charges 270 000.00
RECETTES		
SOUTIENS PUBLICS		
Communes vaudoises hors Lausanne		15 000.00
Commune de Lausanne		23 000.00
Canton - Département de la santé et de l'action sociale (DSAS)		60 500.00
TOTAL FONDS PUBLICS		98 500.00
SOUTIENS PRIVÉS		
Fondation Harlet Snug		48 000.00
OAK Foundation		100 000.00
Fondation Pro Victimis		5 000.00
Dons et solidarité		2 000.00
TOTAL SOUTIENS PRIVÉS		155 000.00
FONDS PROPRES		
Prestations facturées		5 000.00 Sensibilisations et formations données aux institutions
Cotisations des membres		4 000.00
Dons en nature		5 500.00 Mobilier et matériel informatique
Interprétariat (bénévolat)		2 000.00
TOTAL FONDS PROPRES ET PRIVÉS (B. + C.)		16 500.00
		Recettes 270 000.00

Municipalité de Montreux
Grand-Rue 73
Case postale 2000
1820 Montreux



Formulaire de demande de subvention

Demandeur

Nom: FÊTE MULTICULTURELLE A VEVEY
Site internet: www.fetemulticulturale.ch
Adresse: CP 86
NPA / Lieu: 1800 VEVEY 1
Téléphone: 021 821 39 50
Email: info@bandvevey.com

Inscription au registre du commerce: Oui Non

Représentant légal (président, secr. gén. ...)

Nom: BAND
Prénom: FRANCIS
Adresse: CP 124
NPA / Lieu: 1800 VEVEY 1
Fonction: PRESIDENT
Téléphone: 079 541 34 79
Email:

Forme légale: Association

1. Projet

Intitulé: FÊTE 2023
Objectifs: Rassembler 45 communautés et 18 spectacles musicaux et de danse
Cortège à travers le ville de Vevrey
Résumé: 21^e édition

Public cible, fréquentation: Tout public
Lieu: Vevrey, Place Rabin
Durée et dates: 23.06 - 24.06 - 25.06.2023
Autres informations:

2. Synthèse du budget (CHF TTC)

Charges: CHF 90'000.00
Produits: CHF 90'000.00

Autres sources de financement ou acquises en cours: Ville de Vevrey, LORO, Casino Barrière, autres communes Riviera, Nestlé

3. Attestation

Je soussigné(e) (représentant(e) légal(e))

- demande une subvention de CHF 2'500.- (CHF TTC)
- précise que cette subvention si elle est accordée, sera affectée pour le(s) objectif(s) suivant(s): couvrir les charges budgétaires
- Certifie exact l'ensemble des informations contenues dans le présent dossier

4. Coordonnées bancaires et postales

Titulaire du compte : Association Fête Multiculturelle Vevey

IBAN : CH 37 0834 9050 0267 6100 8

Lieu et date : Vevey, 10.12.2023

Signature :

Association
Fête Multiculturelle à Vevey
Secrétariat
1800 Vevey

Formulaire à renvoyer par courrier avec ses annexes à :

Municipalité de Montreux
Grand-Rue 73
Case postale 2000
1820 Montreux

le président



5. Annexes

Conformément au règlement sur l'attribution des subventions (art.12), les documents suivants sont à annexer à la présente demande :

- pour une subvention jusqu'à Frs 15'000.-, un dossier expliquant et justifiant la subvention, sous une forme libre mais concise et précise (descr. du projet, comptes, budget, plan de financement, bref CV du/des requérant(s), statuts et comptes si personne morale.
- pour une subvention de plus de Frs 15'000.- et jusqu'à Frs 50'000.-, un plan d'affaire sommaire
- pour une subvention supérieure à Frs 50'000.-, un plan d'affaires détaillé (y c. comptes des trois derniers exercices si existants, budget prévisionnel sur trois ans.

→ déjà en votre possession

Mesdames, Messieurs,

Il a été difficile pour moi de trouver des témoignages de personnes concernées par le non-recours aux prestations sociales, parce que la peur et la honte éprouvées par les ayant-droits, engendrent des sentiments qui bloquent la parole, et l'action.

Par contre, un micro-trottoir sur l'avis de citoyen-nes croisé-es a été beaucoup plus prolifique. Je vous donne en vrac, les phrases entendues, que j'ai sélectionnées, et qui donnent une idée sur une des causes de la peur et la honte des ayant-droits.

- Se sont des parasites!
- Ils vivent aux crochets de l'Etat!
- Se sont des flemmards!
- Se sont des simulateurs!
- Se sont des profiteurs!

Ces paroles des personnes croisées, méprisantes et malveillantes, montrent à quel point il serait plus que temps que la honte change de camps.

"Le non-recours remet en question l'efficacité des politiques sociales: à quoi sert un dispositif qui ne touche pas son public?"

Causes et entraves des non-recours aux prestations sociales.

Les prestations sociales doivent être demandées à l'aide de formulaires;

- Les formulaires ont parfois des délais limités,
- Les formulaires sont rédigés avec des termes abscons. et souvent non traduits.
- Il faut parfois signer des documents stigmatisants.

- Les heures d'ouverture des bureaux de l'AAS sont restreintes et incompatibles avec les horaires des salariés.
- Les locaux sont décentrés des autres locaux administratifs.
- Les locaux exigus obligent les ayant-droits à attendre dans le couloir.
- Aucune cloison ne permet la confidentialité. Lorsque une personne au guichet expose sa demande, les personnes qui attendent, peuvent entendre toute la conversation.
- Accès peu adapté aux personnes à mobilité réduite (la porte s'ouvre vers l'extérieur à Montreux et Vevey)..
- Manque de soutien des fonctionnaires, pour certaines réponses à donner à des situations spécifiques (maladie, faible degré d'alphabétisation, traduction, temps disponible pour bien expliquer,etc.).
- Manque de fonctionnaires formés au travail social, consécutif à un manque de volonté politique dont la sécurité sociale n'est pas la priorité.
- Informations limitées et non exhaustives des prestations.
- Difficultés de trouver à qui s'adresser et comment le faire.

- Augmentations des démarches électroniques qui requièrent du matériels informatiques et un accès à internet.
- Manques de clarté sur les critères d'admissions à telles ou telles prestations.
- Manques de documents traduits, vulgarisés afin d'être accessibles à tout le monde.
- Obligation d'enregistrer les demandes de subsides, des personnes sans papier affiliées à la LAMal, pas toujours respectée.

Pistes de réflexion afin d'atteindre le but de la sécurité sociale:

- Faire des campagnes d'informations pour que les citoyen-nes soient attentif-ves à la stigmatisation des personnes ayant recours aux prestations sociales.

- Faire un travail d'information au niveau des services communaux, afin d'intégrer, aux mêmes titres, les prestations sociales et la sécurité sociale, que les autres services d'utilité publique.

- Collaboration avec d'autres services, afin de renseigner les éventuels ayant-droits pouvant bénéficier de prestations sociales, et envoyer les informations exhaustives des subventions et prestations à ces personnes.

- Créer un poste de travail, d'informations et de démarches auprès d'éventuels ayant-droits rencontrés dans les diverses structures de la cohésion sociale, famille et jeunesse.

- Échanger au niveau communal en collaboration avec les services cantonaux, qui ont des informations d'ayant-droits déjà enregistrés à des prestations cantonales, et leur adresser un courrier avec toutes les informations sur les prestations et subventions.

Toutes les propositions pour que la sécurité sociale joue son rôle, auprès des personnes ayant droit aux prestations sociales, sont les bienvenues.

Martine Berhili
da. Montreux